



Photo : Vancouver Sun

Le nord du Mali, entre risques de balkanisation et talibanisation

Par Adib Bencherif, auxiliaire de recherche au Programme Paix et sécurité internationales

Au début du mois de janvier, les rébellions touaregs éclatant au nord au Mali apparaissent pour la plupart des analystes comme une conséquence directe du retour des Touaregs, anciens « kadhafistes », et de l'afflux d'armes en provenance de Libye dans la région sahélienne. La chute du régime libyen semble alors être la principale cause de l'instabilité au nord du pays. Toutefois, la crise au Mali s'aggrave suite au putsch militaire du 22 mars. Ce coup d'État est alors réalisé par des soldats et officiers subalternes dirigés par le capitaine Amadou Sanogo. Ces derniers renversent le régime d'Amadou Toumani Touré, arguant le manque de moyens accordés à l'armée pour lutter contre les différents groupes au nord du pays. Parmi ceux-ci, se distingue au commencement le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA)

en raison de ses nombreuses déclarations et de sa campagne médiatique. Cependant les observateurs internationaux s'aperçoivent très vite de l'importance d'autres groupes au nord du Mali. Rapidement, les groupes islamistes, jusqu'alors mésestimés, s'imposent comme les acteurs dominants au nord du pays, à l'image d'Ansar Eddine, d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO).

Quelles sont alors les causes de cette crise qui semble s'inscrire dans la durée? Cette crise n'est en effet pas exclusivement causée par des facteurs externes. L'attitude démissionnaire de l'État malien au cours des dernières décennies est une des causes principales de la crise actuelle au

nord du pays. L'identification des différents facteurs et leur mise en relation, permettent d'esquisser un portrait de la situation au Mali. Les risques, liés à cette crise et annoncés par les analystes, suggèrent que la division du Mali pourrait conduire à une balkanisation de la région sahélienne qui mettrait à rude épreuve le principe sacro-saint de l'intangibilité de frontières héritées de la colonisation. Une balkanisation qui risque d'être conjuguée simultanément à une talibanisation, provoquée par la montée en puissance du salafisme jihadiste dans une région considérée comme l'un des bastions les plus solides de l'Islam confrérique et populaire. Deux risques qui touchent aux éléments fondateurs de la cohésion et de l'unité nationale du Mali et de son existence en tant qu'État national et unitaire.



Photo : International Crisis Group - Juillet 2012

Une réalité touareg plurielle

En janvier 2012, une rébellion touareg éclate au nord du Mali. Elle s'inscrit dans la continuité de tensions récurrentes, depuis l'indépendance en 1960, entre l'État malien et la communauté touareg. La dernière rébellion touareg avait abouti à l'accord d'Alger de 2006, en vertu duquel le gouvernement malien promettait d'intégrer politiquement, socialement et économiquement davantage les populations du nord.¹ Les échecs répétés de l'intégration des Touaregs, la pauvreté et le manque d'assistance de l'État ont conduit certains d'entre eux au cours

¹ Les populations au nord du Mali ne se composent pas exclusivement de Touaregs mais aussi de Peuls, de Maures arabophones et de Songhaï (population noire vivant le long du fleuve Niger).

des dernières décennies à tisser des liens avec les contrebandiers de la région et à participer aux différents trafics illégaux, tels que le narcotrafic ou le trafic de cigarettes.

Dans les années 90 s'opère ainsi un rapprochement entre des membres de la population touareg et les islamistes radicaux algériens qui ont besoin de sources de financement. Une alliance se crée entre les organisations terroristes algériennes² et des Touaregs pour établir et sécuriser des voies de passage pour les trafics en tout genre traversant la région. Cette alliance est essentiellement de nature économique car les protagonistes ne partagent pas les mêmes objectifs politiques, ni la même vision de l'Islam. La destruction des lieux saints, c'est-à-dire des mosquées et des mausolées dans la ville de Tombouctou, « cité des 333 saints », par les hommes d'Ansar Eddine montre la volonté des islamistes d'imposer leur vision de l'Islam dans la région et leur intolérance à l'égard des croyances locales et des figures saintes vénérées par la population. Ce sont les représentations et les référents à des saints, génies et autres rites animistes qui sont visées dans les actes de destruction des différents sites.³

Certains Touaregs vont toutefois se rallier au salafisme, c'est le cas d'Iyad Ag Ghali, chef du groupe islamiste Ansar Eddine. Noble de la tribu touareg des Ifoghas, ce dernier a rallié autour de lui de jeunes Touaregs à son idéologie, grâce notamment au financement que lui aurait offert AQMI. Lorsque la rébellion éclate au nord

² Ces organisations terroristes ont été tour à tour le Groupe islamique armé (GIA), le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) et enfin à présent AQMI. Belmokhtar, actuel émir d'une *katiba* (phalange) au sein d'AQMI, ayant aussi été membre des deux précédentes organisations, constitue l'un des principaux ressorts de l'alliance entre AQMI et la population touareg.

³ Les Touaregs pratiquent un Islam d'inspiration soufie conservant certains rites animistes alors que les mouvances islamistes alliées épousent le salafisme jihadiste. La tentative de destruction des mausolées des 333 saints de Tombouctou par Ansar Eddine s'inscrit dans cette tension entre l'Islam soufi vénérant ses saints et le salafisme ne prônant que l'adoration de Dieu. Les velléités d'Ansar Eddine ont conduit au commencement à une contestation importante de la population lors de la prise de la ville. Cependant, depuis le 1^{er} juillet, Ansar Eddine a commencé à détruire les mausolées sans que la population se révolte. On peut supposer que les membres du groupe ont assuré un contrôle étroit sur la ville et ses habitants.

du Mali, plusieurs groupes ont vraisemblablement coopéré. Le MNLA et Ansar Eddine, malgré des divergences dans leurs agenda politiques respectifs, ont coopéré le 18 janvier lors de l'attaque contre le camp militaire d'Aguelhok. Le 26 janvier, les exécutions de soldats de ce même camp ont été très probablement le fait d'AQMI.



Photo : Le Monde

Le MNLA, depuis ses premières déclarations, ne cesse de clamer qu'il n'est pas l'allié d'AQMI et qu'il souhaite mener une guerre contre le terrorisme dans la région. Cependant, sa coopération au commencement de la rébellion avec Ansar Eddine - groupe qui entretient des liens très étroits avec AQMI au point de se confondre avec lui dans certaines de leurs interventions - démontre qu'il est difficile de tracer un contour clair entre les différents groupes et que les cartes sont pour le moins brouillées au nord du Mali.⁴

Collisions et collusions au nord du Mali : les réajustements des groupes

Une fois les principales villes du nord du Mali prises, la domination du territoire acquise par les groupes coalisés, le MNLA a marqué une distanciation et montré ses revendications quant à l'établissement d'un État de l'Azawad indépendant et laïc. Pour gagner le soutien de la communauté internationale, le MNLA a cherché,

⁴ AQMI aurait aidé Ansar Eddine en mettant à la disposition de ce groupe ses ressources financières mais aussi certains de ses hommes. Ainsi, Ansar Eddine aurait bénéficié de l'aide d'une quarantaine de combattants d'AQMI au commencement de l'insurrection au nord du Mali. Ces combattants proviennent probablement de la *katiba* d'Abdelkrim El Targui, qui est un parent d'Iyad Ag Ghali, le chef d'Ansar Eddine. International Crisis Group, « Mali, éviter l'escalade », Rapport d'Afrique N°189, 18 juillet 2012, p.17.

sans succès, à se légitimer en se prévalant de sa lutte contre le terrorisme dans la région.

De manière concomitante, un rapprochement de plus en plus important se construit entre Ansar Eddine et AQMI, au point où les médias ont évoqué qu'Ansar Eddine, qui contrôle actuellement la ville de Tombouctou, avait désigné comme gouverneur de Tombouctou un membre d'AQMI, Yahya Abou El Hammam.⁵ De nombreuses sources affirment que les dirigeants d'Ansar Eddine auraient tenu plusieurs réunions à Tombouctou avec les émirs d'AQMI, Nabil Makloufi, le coordonnateur des *katibas* au Sahel, Mokhtar Belmokhtar et Abou Zaïd. Les deux groupes semblent s'être entendus sur la manière de mener le jihad au nord du Mali. Le MUJAO, dissidence d'AQMI, paraît aussi fonctionner en bonne entente avec ces deux groupes.



Photo : Jeune Afrique

Sentant les rapports de forces joués en sa défaveur, le MNLA a tenté de négocier avec Ansar Eddine pour arriver à un accord et un projet commun pour le nord du Mali, tout en continuant à rejeter dans les déclarations la possibilité d'une intégration d'AQMI. L'accord signé le 26 mai 2012 par le MNLA et Ansar Eddine, qui prévoit l'établissement d'un État islamique indépendant de l'Azawad et un Conseil transitoire de l'État islamique de l'Azawad, a été dénoncé par de nombreux cadres du MNLA. Ces derniers considèrent que cet accord trahit le principe de laïcité du MNLA au nom du dialogue. De plus, les membres d'Ansar Eddine ne semblent pas vouloir siéger au sein du Conseil et n'ont pas remis en question leurs liens avec AQMI et le MUJAO. Les affrontements

⁵ Celui-ci dirige une *serya* (escouade) qui sévit dans le Sahel. Sa *serya* serait sous les ordres d'Abou Zaïd.

sporadiques entre le MNLA et Ansar Eddine et ses alliés, à l'image de ceux du 7 juin près de la ville de Kidal, montrent que l'exercice de conciliation auquel se livre Bilag Ag Achérif, leader du MNLA, relève de la gageure. De plus, le MNLA est régulièrement affaibli par les défections de ses membres. Ces derniers rejoignent Ansar Eddine pour bénéficier des ressources financières d'AQMI et donc par appât du gain.

Enfin, alors que les villes de Tombouctou, de Gao et de Kidal apparaissent être aux mains des islamistes, le MNLA étant de plus en plus marginalisé, de nouveaux groupes et forces se constituent tels que le Front de libération nationale de l'Azawad (FLNA), composé essentiellement d'Arabes de la région de Tombouctou. En effet, les Touaregs ne constituent qu'une minorité au sein des populations du nord. Les revendications du MNLA ne représentent d'ailleurs qu'une partie seulement des opinions touaregs. La légitimité des différents groupes se constituant est donc très relative d'où la naissance de nouveaux groupes armés défendant leurs propres intérêts et ceux de leurs ethnies.

Bamako : entre coup d'État et léthargie

Alors que la crise au nord du Mali prend de l'ampleur, le président Amadou Toumani Touré est renversé le 22 mars 2012 par des soldats et officiers subalternes maliens. Les putschistes dénonçaient le manque de moyens accordés par le gouvernement pour lutter dans le nord du Mali. Les problèmes liés à ce coup d'État sont toutefois plus nombreux. En effet, l'armée malienne est peu homogène et corrompue.



Photo : *L'Express*

Certains privilèges accordés aux soldats originaires du nord du Mali dans l'obtention de promotion ou dans le choix du lieu d'affectation ont augmenté les tensions au sein de celle-ci. Les militaires maliens participent aussi aux trafics en tout genre dans la région. L'armée n'a donc plus d'esprit de corps et est minée par les intérêts privés. De plus, les rebelles touaregs, suite au déferlement d'armes de Libye, sont très bien armés, rendant les affrontements très difficiles pour les soldats maliens sous-équipés.⁶ Par ailleurs, le manque de communication et d'informations échangés entre les instances étatiques et les populations n'ont fait qu'aggraver la crise et les incompréhensions.

Toutefois, suite au putsch, va succéder ce qui semble être un gouvernement transitionnel. L'ordre constitutionnel est rétabli avec l'accord obtenu par la médiation menée sous l'égide de la CEDEAO par le Burkina Faso, le 6 avril 2012. Le président de l'Assemblée nationale, Dioncounda Traoré, devient le président par intérim et Cheick Modibo Diarra le Premier ministre du Mali. Ils sont alors chargés d'établir un gouvernement de transition et rétablir l'intégrité territoriale du pays. Le gouvernement de transition est censé avoir repris les commandes du pays en avril, mais les putschistes semblent continuer de s'immiscer dans la politique. Dioncounda Traoré fut d'ailleurs attaqué dans son bureau au palais présidentiel par des manifestants pro-junte, vraisemblablement. Le calme n'est pas totalement revenu à Bamako et launte n'apparaît pas tout à fait décidée à quitter le pouvoir.

Une communauté internationale hésitante

Pour sortir de cette crise, la Communauté Économiques des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est constituée comme le principal acteur international dans la résolution de l'équation malienne, menace à la stabilité régionale. La CEDEAO use tour à tour de la menace et de l'invitation au dialogue les différents protagonistes au conflit, avec un succès mitigé. Par la médiation du Burkina Faso, la CEDEAO a permis de conserver un dialogue

⁶ Les soldats maliens auraient dû arrêter certains de leurs affrontements avec les rebelles par manque de munitions.

avec les rebelles au nord. Néanmoins, Blaise Compaoré, président du Burkina Faso, n'a pu réussir à les amener à se réunir autour de la table des négociations jusqu'à présent et n'a arraché que des petites concessions aux différents groupes. Cette médiation est d'ailleurs vue par un certain nombre d'observateurs comme contre-productive. Parallèlement à cela, la CEDEAO exige que le premier ministre malien, Cheikh Modibo Diarra, parvienne à former un gouvernement d'union nationale. Ce gouvernement établi, une solution à la crise au nord du Mali pourra sérieusement être envisagée.



Photo : Jeune Afrique

Le Conseil de sécurité de l'ONU (CS), a, quant à lui, adopté, bien que tardivement, la résolution 2056, le 5 juillet 2012. Cette résolution n'est toutefois pas claire sur toutes ses dispositions. Soutenant les efforts déployés par la CEDEAO et l'UA dans la résolution de la crise, le CS exige le départ de la junte et la formation d'un gouvernement d'union nationale. Par ailleurs, le CS insiste sur la nécessité de préserver l'intégrité territoriale du Mali. Il appelle aussi dans une de ses dispositions à l'adoption de sanctions contre les organisations liées à Al-Qaïda.⁷ Le CS précise enfin que la possibilité d'un déploiement d'une force de stabilisation au Mali est étudiée, sujet évoqué et défendu dès le début de la crise par la CEDEAO et l'UA. Le CS ne tranche donc pas sur l'envoi d'une force armée et se fait encore frileux devant l'éventualité d'une quelconque intervention sur le territoire malien, les modalités de la dite intervention n'ayant pas été suffisamment précisées.

⁷ Ansar Eddine par ses liens avec AQMI pourrait ainsi se voir touché par cette disposition de la résolution, selon l'interprétation plus ou moins large que l'on en fait.

La France semble soutenir la solution d'une intervention armée au nord du Mali mais ne souhaite pas en prendre l'initiative. Une intervention armée de la France est de surcroît très peu probable car risque d'être contreproductive au vue du passé colonial. Les déclarations du président François Hollande indique que la France est prête à fournir une assistance technique et logistique mais qu'elle laisse aux États africains le soin de déterminer clairement les modalités de l'intervention au nord du Mali.



Photo : ONU

D'aucuns considèrent, qu'en l'absence d'une résolution de la crise qui passe nécessairement par la formation d'un gouvernement d'union nationale, une balkanisation et une talibanisation de la région semblent inévitables. La priorité est donc d'établir un gouvernement d'union nationale suffisamment fort pour ne plus être à la merci des putschistes du 22 mars qui continuent de jouer un rôle politique dans l'arrière scène à Bamako. En effet, le gouvernement malien et la CEDEAO semblent être en voie de s'accorder sur les modalités de l'intervention au nord du pays. Les autorités maliennes pourront alors bientôt présenter le projet de résolution d'intervention armée au nord du Mali au CS de l'ONU. Cela ne sera toutefois possible que si le gouvernement d'union nationale constitué se fait suffisamment légitime et habile pour écarter et ne pas subir les réticences des putschistes à l'intervention d'une force étrangère au nord du pays.

Références

- AFP, « Mali: Ansar Eddine et AQMI consolident leurs relations », *Jeune Afrique*, 29 mai 2012.
- AFP, « AQMI : le grand gagnant de la fusion MNLA-Ansar Eddine ? », *Jeune Afrique*, 28 mai 2012.
- Ahmed Baba, « Rébellion au Mali: le rapport qui lie AQMI et le MNLA », *Jeune Afrique*, 22 février 2012.
- Ahmed Baba, « Mali - Bilal Ag Achérif (MNLA) : "Ansar Eddine peut obtenir qu'Aqmi quitte l'Azawad" », *Jeune Afrique*, 13 juin 2012.
- Amnesty International, « Mali : Retour sur cinq mois de crise. Rébellion armée et putsch militaire », *Amnesty International*, mai 2009, 34p.
- Badibanga Sébastien, « Nord-Mali : compromis militaire entre Bamako et Cedeao », *Afrik.com*, 16 août 2012, [en ligne], consulté le 16 août 2012, <http://www.afrik.com/article26645.html>.
- Bakari Guèye, « Un émir d'AQMI nommé gouverneur de Tombouctou », *Magharebia*, 16 avril 2012, [en ligne], consulté le 16 avril 2012, <http://www.magharebia.com/cocoon/awi/xhtml1/f/r/features/awi/features/2012/04/16/feature-02>.
- Groga-Bada Malika, « Mali : Iyad Ag Ghali, la charia à tout prix », *Jeune Afrique*, 7 juin 2012.
- International Crisis Group, « Mali, éviter l'escalade », Rapport d'Afrique N°189, 18 juillet 2012, 51p.
- Mandraud Isabelle, « L'alliance avec les djihadistes divise les Touaregs maliens », *Le Monde*, 5 juin 2012.
- Lambert Michael et Jason Warner, « Who is Ansar Dine? », *CNN*, 14 août 2012, [en ligne], consulté le 15 août 2012, http://globalpublicsquare.blogs.cnn.com/2012/08/14/who-are-ansar-dine/?hpt=hp_bn2.
- Larchet Laurent et Olivier Tallès, « La déstabilisation du nord du Mali menace tout le Sahel », *La Croix*, 4 juillet 2012.
- Plantade Yidir, « Dans le nord du Mali, les Touaregs du MNLA lancent un nouveau défi armé à l'Etat », *Le Monde*, 25 janvier 2012.
- Rémy Jean Philippe, « L'accord de Bamako (texte, suite, détails, interrogations...) », *Le Monde Blogs*, 7 avril 2012, [en ligne], consulté le 12 avril 2012, <http://afrique.blog.lemonde.fr/2012/04/07/laccord-de-bamako-texte-suite-details-interrogations/>.
- RFI, « Entretien : André Bourgeot, spécialiste du Mali, analyse le coup d'Etat en cours à Bamako », *RFI*, 22 mars 2012, [en ligne], consulté le 22 mars 2012, <http://www.rfi.fr/afrique/20120322-entretien-andre-bourgeot-specialiste-mali-analyse-le-coup-etat-cours-bamako>.
- Smith Gregory A., « Al-Qaeda in the Lands of the Islamic Maghreb », *Journal of Strategic Security*, vol.2, n°2, mai 2009, pp.53-72.
- TMND, « General thoughts on the Tuareg rebellion and AQIM », *The Moor Next Door*, 1er avril 2012, [en ligne], consulté le 12 avril 2012, <http://themoornextdoor.wordpress.com/2012/04/01/general-thoughts-on-the-tuareg-rebellion-and-aqim/#comments>.
- TMND, « Opportunities Taken in Mali: Ethnic Dimensions and Additional Explanations on the Emergence of MUJWA », *The Moor Next Door*, 10 avril 2012, [en ligne], consulté le 12 avril 2012, <http://themoornextdoor.wordpress.com/2012/04/10/ethnic-dimensions-additional-explanations-on-the-emergence-of-mujwa/>.
- TMND, « More General Thoughts RE: Mali, AQIM, armed groups, etc. », *The Moor Next Door*, 2 avril 2012, [en ligne], consulté le 12 avril 2012, <http://themoornextdoor.wordpress.com/2012/04/02/more-general-thoughts-re-mali-aqim-armed-groups-etc/>.
- United Nations, « Report of the assessment mission on the impact of the Libyan crisis on the Sahel region, 7 to 23 December 2011 » (S/2012/42), *UN Security Council*, 27 janvier 2012, [en ligne], consulté le 12 avril 2012, <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/N1220863.pdf>.